

pourraient même consulter le ministre des Munitions et Approvisionnements bien qu'il soit surchargé de besogne, ou encore le ministre de la Justice, qui a quelques connaissances en agriculture. Qu'ils discutent la chose avec eux. Qu'ils cherchent à se rendre compte de la possibilité d'adopter un enfant que tous puissent accepter plutôt que celui qui suscitera l'antipathie de la moitié de leurs partisans.

Le très hon. M. LAPOINTE: Accepterez-vous d'être parrain?

L'hon. M. ROWE: Je ne sais trop; l'enfant ressemblerait encore trop, je le crains, à mon honorable ami.

Pour en revenir aux choses sérieuses, monsieur le président, je soutiens que ce n'est pas ainsi que l'on réussira à résoudre le problème. Cela ne fera qu'ajouter à la confusion; ce sera préjudiciable aux intérêts des cultivateurs des vieilles provinces du Canada et l'essor de l'Ouest canadien en sera entravé. Cette proposition a un caractère destructif et défaitiste au lieu d'être pratique et conforme au principe qui devrait être appliqué en ce moment où il incombe à tous de produire. S'ils ne peuvent le faire dans leur situation actuelle, on devrait leur trouver d'autres moyens de produire. La distribution de secours de chômage a presque cessé. On dira peut-être que c'est le parti auquel j'appartiens qui a adopté il y a plusieurs années cette méthode d'assistance. Toutefois, sous l'ancien régime comme sous le nouveau nous avons versé depuis dix ans un milliard de dollars pour tenir les gens dans l'oisiveté. La guerre actuelle, si malheureuse et meurtrière qu'elle soit, a complètement modifié la situation. Avant qu'elle soit terminée, il faudra, ainsi que l'a dit l'autre jour le ministre des Munitions et Approvisionnements, que tout homme apte au travail soit occupé, et nous n'aurons plus alors à verser de secours de chômage. Puis, lorsque viendra l'après-guerre, nous devons recommencer à neuf. Nous prévoyons pour cette époque au Canada une activité sans exemple dans l'histoire d'aucun autre grand pays, car des millions de gens quitteront l'Europe ensanglantée pour venir s'établir chez nous. Faisons en sorte d'avoir de quoi les nourrir, et de pouvoir fournir des vivres aux parents et amis qu'ils auront laissés là-bas. Adoptons une politique pratique, donnons de l'emploi à nos ouvriers afin qu'ils puissent produire quelque chose, et renonçons à l'assistance-chômage.

En agissant ainsi, nous résoudrons comme par enchantement le problème du blé au Canada. Je n'ai pas les sentiments défaitistes du ministre de l'Agriculture. Je sais qu'il s'est vivement préoccupé de ce problème,

[L'hon. M. Rowe.]

mais s'il se produit plus tard chez nous une activité comme celle que bien des gens prévoient déjà, nous verrons le Canada cesser d'être un grand pays agricole pour devenir—sans doute selon le dessein de la Providence, étant donné la rigueur de nos hivers—un pays industriel et minier. Il n'y a pas que l'agriculture à considérer au Canada, et il est temps, je crois, que le gouvernement actuel et celui qui prendra le pouvoir lorsque celui-ci sera défait après la guerre, devraient renoncer à exiger que seuls des cultivateurs puissent venir s'établir au Canada. Faisons venir des artisans, des machinistes et d'autres gens de métier imbus d'idées modernes qui assureront à notre pays un progrès constant de même que l'uniformisation des conditions d'existence à la ville et à la campagne. Nous créerons ainsi un marché domestique qui absorbera éventuellement presque tout ce que nous pourrions produire. Le Canada devrait avoir une population de trente millions d'habitants. Feu le très honorable sir Wilfrid Laurier, dont les grandes vues sur l'avenir différaient beaucoup de celles du présent ministre de l'Agriculture, envisageait l'époque où le Canada aurait cette population. Feu le très honorable sir John A. Macdonald, fort bien connu, lui aussi, du ministre de la Justice, prévoyait un Canada de 50 millions d'habitants dans quarante ans. Ces grands hommes regardaient en avant. Ils s'inquiétaient peu de la possibilité d'un léger excédent de produits alimentaires. Ils n'éprouvaient aucun doute quant à l'avenir du Canada comme grande nation industrielle en même temps que grande nation productrice de blé, de bétail et de farine.

Je vous remercie, monsieur le président et messieurs les membres du comité, de m'avoir écouté avec tant d'attention. En toute sincérité et sans la moindre préoccupation politique, j'engage le Gouvernement à bien réfléchir. Je lui conseille d'interroger l'avenir et de se demander de nouveau s'il est bien sage de prendre dans le trésor public 35 millions de dollars, peut-être en fin de compte 100 millions, afin de payer des gens pour ne rien faire, tandis que notre Empire nous implore de remplir nos greniers et nous mettre en état d'accueillir les populations affamées qui désireront s'établir ici après la guerre.

L'hon. M. GARDINER: Avant de proposer l'ajournement, j'aimerais dire un mot en réponse aux dernières observations de l'honorable préopinant qui renchérit sur la première partie de son discours. Personne de ce côté-ci de la Chambre, encore moins le ministre du Commerce et le ministre de l'Agriculture, ne croit que la mesure à l'étude bénéficiera pécutiairement à la population de